La contribution du Conseil de l'Europe aux politiques linguistiques en Europe

The European Council's contribution to language policy in Europe

La contribución del Consejo de Europa en las políticas lingüísticas europeas.

Joseph Sheils

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1717>

DOI : 10.4000/ries.1717

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2003

Pagination : 95-100

ISBN : 978-2-85420-557-1

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Joseph Sheils, « La contribution du Conseil de l'Europe aux politiques linguistiques en Europe », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 33 | septembre 2003, mis en ligne le 23 novembre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1717> ; DOI : 10.4000/ries.1717

La contribution du Conseil de l'Europe aux politiques linguistiques en Europe¹

Joseph Sheils

La mission première du Conseil de l'Europe, organisation intergouvernementale de quarante-cinq pays membres dont le siège permanent est à Strasbourg, est de renforcer l'unité du continent et de protéger la dignité des citoyens de l'Europe en veillant au respect de nos valeurs fondamentales : la démocratie, les droits de l'homme et la prééminence du droit.

L'un de ses objectifs principaux est de susciter la prise de conscience d'une identité culturelle européenne et de développer la compréhension mutuelle entre les peuples de cultures différentes. Les politiques linguistiques mises en place en constituent de toute évidence un axe important. En effet, le respect de la diversité linguistique en Europe est l'une des conditions de la participation active de tous les citoyens à la vie démocratique. Seul le développement des connaissances en langues, notamment des langues des régions, communautés et pays voisins, est de nature à favoriser la communication et la compréhension entre les citoyens européens. Les politiques linguistiques suivies dans les pays et/ou régions d'Europe apparaissent de plus en plus nettement comme un facteur de cohésion sociale.

Comme pour tous ses autres domaines d'intervention, le Conseil de l'Europe ne définit pas une politique linguistique qui s'imposerait aux États membres. Son action relève bien plus de l'aide à la prise de décisions de ces États, des acteurs et des institutions en charge de l'enseignement des langues vivantes et de la mutualisation des expériences et des réflexions des experts issus de nombreux pays. Ces contributions à la définition de politiques linguistiques conformes aux objectifs du Conseil de l'Europe sont portées notamment par la Division des politiques linguistiques à Strasbourg et soutenues par les actions mises en place par le Centre européen pour les langues vivantes (Graz, Autriche).

Ces apports ont pris la forme de projets pluriannuels successifs qui ont permis de mettre à la disposition des États et des responsables, à tous les niveaux de l'enseignement des langues vivantes, des études, outils et instruments.

1. Les vues exprimées dans cet article sont de la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe.

Un des ces outils a été la publication de « niveaux seuils » dans de nombreuses langues. Ces études ont eu pour mérite essentiel d'introduire une approche résolument communicative dans l'enseignement des langues. Ils ont contribué à l'émergence du besoin de définir le plus précisément possible les objectifs et les contenus d'un apprentissage visant l'acquisition de compétences de communication.

Le projet qui s'est achevé en 2001 a permis l'élaboration et l'adoption de deux nouveaux outils qui ouvrent aux politiques linguistiques des États membres de nouvelles perspectives : le *Cadre européen commun de référence pour les langues* et le *Portfolio européen des langues*.

LE CADRE EUROPÉEN COMMUN DE RÉFÉRENCE POUR LES LANGUES

Traduit actuellement dans dix-huit langues et disponible sur le site du Conseil de l'Europe², le *Cadre européen commun de référence pour les langues* apporte des innovations sur les cinq axes essentiels suivants :

- Loin de définir des normes sur les modalités d'enseignement et d'apprentissage des langues, il propose une terminologie commune à toutes les langues et à toutes les institutions pour poser les problématiques de cet enseignement et décrire les réponses apportées ou les choix opérés par un acteur, une institution ou un système éducatif. Ainsi sera singulièrement facilitée la transparence et la compréhension mutuelle lors de la rencontre ou de la comparaison entre des choix pédagogiques et éducatifs différents, dans divers contextes.

- Ce souci de transparence et de comparabilité apparaît de la façon la plus claire dans la proposition d'une échelle commune de niveaux de compétence en langues. Cette échelle en six niveaux donne une réalité toute nouvelle à ce besoin déjà pris en compte partiellement par les niveaux seuils de précision dans les niveaux de maîtrise des langues, mais en définissant cette fois les composantes de la compétence langagière de façon transversale à toutes les langues. Elle facilite la programmation par un apprenant de ses objectifs d'apprentissage, favorise le regard positif sur les résultats des apprentissages en ne prenant appui que sur ce qu'il est capable de réaliser avec la langue et non sur l'écart existant entre ses prestations et un modèle implicite représenté par le locuteur natif de la langue. Cette échelle de niveaux a déjà été adoptée par de nombreux organismes et institutions ainsi que dans la formulation des objectifs de l'enseignement dans un nombre grandissant de pays. Un accompagnement de cette dynamique est prévu par deux opérations : la conception et la diffusion d'un manuel (en préparation) permettant aux concepteurs d'examens et de tests ainsi qu'aux examinateurs de calibrer les examens et les résultats avec les

2. <http://culture.coe.int/portfolio>

niveaux proposés dans le *Cadre européen commun de référence pour les langues* ; l'aide à l'élaboration de référentiels langue par langue sur la base de ces niveaux de compétence.

– Le regard résolument positif sur ces savoir-faire se traduit également dans la notion de compétences partielles. Le cadre recommande ainsi d'admettre comme naturelle et légitime la possibilité pour un apprenant de posséder des niveaux de compétences très différents dans les capacités de compréhension ou d'expression dans une même langue. Bien plus encore, cette notion de compétence partielle reconnaît la validité d'un projet d'apprentissage qui viserait, pour des raisons personnelles, professionnelles ou autres, un déséquilibre entre les différentes capacités, voire la limitation de l'apprentissage d'une langue à l'une ou l'autre de ces capacités.

– L'accent mis sur les compétences acquises ou à acquérir renforce, en la redéfinissant, l'approche communicative de l'enseignement et de l'apprentissage des langues, qui est délibérément liée à des tâches d'apprentissage qui mettent l'apprenant en situation d'agir avec la langue. Cette conception de l'apprentissage visant l'autonomie des apprenants intègre des propositions pour leur permettre d'apprendre à apprendre des langues en réfléchissant sur leur apprentissage et en pratiquant l'auto-évaluation.

– Enfin, le *Cadre européen commun de référence pour les langues* propose une définition du plurilinguisme dont toutes les conséquences pour la pédagogie et l'organisation de l'enseignement des langues n'ont pas encore été tirées. Il s'agit de développer chez tous les apprenants une compétence langagière constituée de savoir-faire, développés à des niveaux différents, dans plusieurs langues, y compris les langues d'origine ou les langues minoritaires. Cette compétence plurilingue est par nature évolutive et sa richesse et sa diversité sont aussi importantes que le niveau de compétence atteint dans une langue particulière. Dans cette définition du plurilinguisme, l'expérience interculturelle et la découverte des modes de vie et de pensée d'autres peuples ou communautés trouvent bien évidemment toute leur place.

LE PORTFOLIO EUROPÉEN DES LANGUES

Alors que tous les outils jusque là disponibles s'adressaient essentiellement aux responsables, à quelque niveau que ce soit, de l'enseignement des langues vivantes, le *Portfolio européen des langues* représente un changement de perspective fondamental dans la mesure où il est destiné aux apprenants eux-mêmes, dont il doit être la propriété.

Ce document doit accompagner les utilisateurs dans la construction progressive de leur compétence plurilingue tout au long de leur vie. Il les incite à faire le point, en liaison avec l'échelle de niveaux du Cadre commun, sur leurs

niveaux de compétences dans toutes les langues qu'ils connaissent, qu'ils ont rencontrées ou apprises dans un cadre formel ou de façon informelle ainsi que sur toutes leurs expériences interculturelles. Le Portfolio favorise chez les apprenants la pratique de l'auto-évaluation, la réflexion sur leurs propres apprentissages et la définition d'objectifs personnels. Il valorise enfin les initiatives prises par les apprenants hors du cadre formel d'enseignement (séjours, contacts, lectures, etc.) et toutes les opportunités qu'ils ont su saisir pour enrichir ou approfondir leur répertoire plurilingue.

Le *Portfolio européen des langues* comporte trois parties : un passeport des langues qui résume les niveaux de compétences en langues et les expériences de contacts avec d'autres pays, régions ou communautés, une biographie langagière qui accompagne les utilisateurs tout au long de leur parcours et un dossier qui leur donne l'occasion de documenter leurs démarches et leurs résultats.

Il a donc deux fonctions : une fonction pédagogique et une fonction de présentation à un tiers de la richesse des connaissances et expériences.

Pour tenir compte des contextes particuliers d'enseignement et d'apprentissage, le *Portfolio européen des langues* n'est pas un document unique mis au point au niveau européen. Chaque pays peut avoir, à son initiative ou à celle d'institutions ou organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux, un ou plusieurs portfolios européens des langues adaptés à un secteur d'enseignement, à l'âge particulier des apprenants ou à un environnement pédagogique spécifique. La nécessité de tenir le plus grand compte de cette diversité des situations ne fait cependant pas perdre de vue l'intérêt que ces modèles soient cependant identifiables dans leur dimension européenne et comme participant à part entière de la démarche initiée par le Conseil de l'Europe. De plus, un comité européen de validation vérifie que tous ces documents répondent tous à la définition et aux caractéristiques adoptées par le comité directeur de l'Éducation du Conseil de l'Europe. Ainsi, quarante modèles différents de Portfolios européens des langues ont été validés jusqu'à présent. Des séminaires, études et la diffusion d'exemples ont pour but la diffusion rapide de ces portfolios dans les quarante-cinq pays membres du Conseil de l'Europe.

LA JOURNÉE EUROPÉENNE DES LANGUES

À terme, tous les Européens devraient pouvoir disposer de ce Portfolio, sous des formes sans doute différentes au cours de leur vie. Aussi bien le *Cadre européen commun de référence pour les langues* que le *Portfolio européen des langues* envisagent l'apprentissage des langues et le développement de la compétence plurilingue comme un processus concernant l'ensemble d'une vie. Ce n'est pas un hasard si ce thème a d'ailleurs été l'un des axes de l'Année européenne des langues en 2001, opération lancée à l'initiative du Conseil de

l'Europe. De même, l'apprentissage des langues tout au long de la vie a constitué la thématique retenue en 2002 pour la Journée européenne des langues, qui est destinée à poursuivre tous les 26 septembre l'information du grand public sur les langues et la nécessité (et la possibilité) du plurilinguisme et à faire connaître les actions menées localement dans cette perspective³.

UN NOUVEAU PROJET

Le nouveau projet de la Division des politiques linguistiques du Conseil de l'Europe, pluriannuel, a été rendu public en novembre 2002 lors d'une conférence intergouvernementale à Strasbourg et renforce la dimension politique de l'action du Conseil de l'Europe, qui s'adresse plus directement encore aux responsables politiques de l'enseignement des langues vivantes. Sur la base des avancées théoriques et méthodologiques ainsi que des outils cités plus hauts, il s'agit d'aider les États membres à adapter, quand nécessaire, leur politique linguistique aux défis nouveaux du plurilinguisme et à tenir compte à la fois des enjeux et des besoins spécifiques liés aux situations locales.

La Charte des langues régionales et minoritaires, convention proposée aux États par le Conseil de l'Europe, s'inscrivait déjà pleinement dans cette direction.

Deux nouveaux outils sont actuellement soumis à la consultation et à l'expérimentation : le *Guide pour l'élaboration des politiques éducatives en Europe* et l'activité de profils de politiques linguistiques éducatives (par pays).

Le Guide pour l'élaboration des politiques éducatives en Europe

Document destiné aux décideurs politiques et à leurs conseillers, il démontre pourquoi la diversification de l'enseignement des langues est possible et souhaitable, incluant les langues des minorités, des migrants et des régions ou pays frontaliers. Il propose une analyse des approches actuelles par rapport aux valeurs du Conseil de l'Europe, identifie les conditions techniques nécessaires à des prises de décisions adaptées et offre un inventaire des moyens concrets permettant d'atteindre le plurilinguisme et d'assurer une prise en compte de la diversité linguistique et culturelle. Ce guide est accompagné par la diffusion d'une série d'études de référence faisant le point et des propositions sur des questions essentielles telles que : la place et le statut de la langue anglaise ; la prise en compte des minorités et des langues de moindre diffusion ; le rôle du facteur de l'âge, de l'économie de la langue et de l'éducation, des tendances démographiques ; la formation des professeurs de langue ; la relation

3. Voir <http://www.coe.int/JEL>

entre les langues et la citoyenneté démocratique, etc. Le guide se présente sous deux versions d'ampleur inégale : une version intégrale, qui constitue la version de référence, et une version de synthèse⁴.

Profils de politiques linguistiques éducatives

L'activité de profils de politiques linguistiques éducatives est une procédure d'assistance aux pays volontaires prenant appui sur une auto-évaluation de la politique linguistique par le pays concerné, dans le cadre d'un dialogue avec des experts du Conseil de l'Europe. Elle débouche sur la rédaction d'un profil de la politique linguistique éducative du pays ou de la région et sur d'éventuelles recommandations. Cette activité a été expérimentée dans un premier temps en Hongrie en 2002 et doit s'étendre de façon importante dès 2003, en commençant par la Norvège, la Slovénie et Chypre.

*
**

Le bref survol des activités de la Division des politiques linguistiques du Conseil de l'Europe fait apparaître un fil conducteur évident dans les objectifs poursuivis au cours des projets successifs et une permanence dans la méthodologie utilisée qui se nourrit de la consultation permanente avec les États membres et de la participation d'experts de pays très différents.

Outre le rappel de la nécessité pour l'Europe de préserver la richesse que constitue sa diversité culturelle et linguistique, avec toutes ses composantes, la contribution du Conseil de l'Europe consiste pour l'essentiel à fournir les outils permettant une participation active des citoyens européens au développement du plurilinguisme et favorisant la transparence et la comparabilité des démarches et résultats. L'un des effets les plus marquants de ses actions consiste à rendre évidente la nécessité d'une réflexion approfondie sur ces thèmes et d'une explicitation des politiques linguistiques suivies au niveau national ou régional.

4. Le *Guide* et les études de référence qui l'accompagnent sont disponibles sur le site <http://culture.coe.int/lang>